

SOUVERAINISME, UNE NOUVELLE JEUNESSE ?

Par Daoud Boughezala

On croyait nos futures élites partagées entre eurooptimisme cravaté et altermondialisme à keffieh. Mais un troisième camp, le souverainisme, séduit de plus en plus d'étudiants des deux rives à Normale Sup, Sciences-Po ou l'EHESS. La nation serait-elle une idée neuve après l'Europe ?



Lenny, militant communiste et élève à l'EHESS, Paris, mars 2016.

Il y a trente ans, beaucoup auraient combattu les frontières au nom d'une Internationale rouge ou libérale. Et voilà qu'aujourd'hui, une partie de nos futures élites étudiant dans les meilleures écoles reprend goût à la France. Moins utopistes – ou moins conformistes – que leurs aînés, ils ont hissé le drapeau bleu-blanc-rouge pour dire non au terrorisme, sans songer une seconde à exhiber l'étendard européen. Les membres de la génération Charlie et Bataclan ne rêvent pas de révolution ou de taux de croissance, mais d'une nation souveraine qui aurait recouvré un destin.

« Les jeunes d'aujourd'hui sont nés après la chute de l'URSS et le traité de Maastricht. Contrairement aux déçus du soviétisme, ils ne se sentent pas touchés par l'utopie de substitution qu'a représentée le rêve d'une Europe sociale », me glisse Lenny, jeune militant communiste favorable à la sortie de la France de l'Union européenne. À l'image de ce fort en thème, élève de l'EHESS, une frange de la jeunesse a pris en grippe l'Europe de Bruxelles, jugée trop libérale et irrespectueuse de la vox populi nationale.

Il faut dire que la génération post-Maastricht a été biberonnée aux interventions d'Éric Zemmour chez Ruquier, dans sa grande période « gaulliste social ». Cinq ans durant (2006-2011), le journaliste du *Figaro* a vaticiné tous les samedis soir devant des millions de téléspectateurs, remettant sur le tapis les sujets épineux que les médias mainstream ont coutume de nier. « Son influence dans le débat intellectuel a été déterminante. Zemmour a éveillé toute une génération aux questions de souveraineté et d'identité », me confie Simon Olivennes, président de la section PS de l'ENS-Ulm.

La génération post-Maastricht a été biberonnée aux interventions d'Éric Zemmour chez Ruquier, dans sa grande période « gaulliste social ».

À l'exception d'une poignée de royalistes¹, les ex-fans de Zemmour se rattachent à la grande tribu républicaine, pour laquelle la liberté, l'égalité et la fraternité ont pour pilier la nation jacobine. Qu'ils soient de droite (Les Républicains, Debout la France) ou de gauche (PS, PCF, PG), nos eurosceptiques cultivent un tropisme majoritairement jacobin et antilibéral qui les distingue de leurs cousins britanniques, dont la jeune chercheuse Lætitia Strauch-Bonart constate l'ancrage conservateur² « Pour un Anglais, on peut

tout à fait aimer la nation et être attaché au libre commerce. Mais à l'inverse des jacobins français qui considèrent la nation comme l'unique cadre d'exercice de la démocratie, Red Tories et Blue Labour se rapprochent sur la question du localisme, posant le local comme le premier échelon de la souveraineté politique », détaille l'auteur de *Vous avez dit conservateur ?* (Le Cerf, 2016).

Ces jeunes jacobins forment une amicale informelle de militants, qui se connaissent et s'apprécient souvent par-delà leurs divergences idéologiques. Une frange de la nébuleuse eurosceptique espère même ressusciter l'esprit de ce que fut le Pôle Républicain constitué autour de la candidature de Jean-Pierre Chevènement à l'élection présidentielle de 2002. Loin des pages Facebook, c'est sur les bancs de Sciences-Po que l'on retrouve la dernière tentative d'union des « républicains des deux rives » autour d'une Critique de la raison européenne (CRE) qui donne son nom kantien à l'association. Née à l'automne 2014 à l'initiative de deux étudiants, Alexandre et Damien, respectivement engagés auprès de Dupont-Aignan (Debout la France) et de Chevènement, CRE a mis une bonne année à décoller. Après une reconnaissance de justesse (120 suffrages sont nécessaires pour qu'une association obtienne les subsides de l'école), obtenue par le vote inattendu d'« européens de l'UDI » et des premiers mois poussifs, ils ont vu les spectateurs affluer. Chaque jour, l'union est un combat pour Alexandre et Nicolas, militants de Debout La France d'un côté, Raphaël, encarté au Parti de gauche de Mélenchon de l'autre. « L'une de nos réussites, c'est qu'on a arrêté de se compter mutuellement, même si ça reste dans un coin de notre tête. Personne n'a envie de devenir l'idiot utile de l'autre », plaide Nicolas avant de soupirer : « le ni-droite ni-gauche fonctionne toujours... à droite ! » Afin de ne pas prêter le flanc à la diabolisation, sitôt qu'un de ses membres (anciennement antifa et mélenchoniste de stricte obédience !) a fait son coming out frontiste, la direction de CRE a décidé de s'en séparer. Mais l'encartage dans des partis de gauche d'une majorité d'adhérents de CRE ne facilite pas forcément la venue d'intellectuels du même bord. Ainsi, l'économiste Frédéric Lordon, qui n'aime rien tant que débattre avec lui-même, a-t-il snobé l'invitation de CRE, au prétexte qu'une partie de ses adhérents émargeait à Debout la France ou aux Républicains. Moins sectaires, le fédéraliste social-démocrate Pierre Larroutou, le chevènementiste Bastien Faudot, le mélenchoniste Jacques Généreux et Natacha Polony ont tous discoursé devant le public de CRE. Son cofondateur Alexandre, aujourd'hui président de Debout les jeunes, préside au choix des invités. Il avoue être tombé de sa chaise en découvrant, à peine débarqué de sa Haute-Garonne natale, l'ostracisme idéologique qui sévit rue Saint-Guillaume. Une grande partie de l'état-major de CRE étant de souche provinciale ou banlieusarde, l'es- →



Alexandre, Sarah et Nicolas, étudiants à Sciences-Po.

prit de clocher germanopratin lui demeure étranger. Voyant grand, Alexandre projette de faire de son bébé métapolitique le futur « *laboratoire de la recomposition du paysage politique* ».

En attendant le Grand Soir, dans un environnement qui reste assez hostile à l'idée d'enracinement, la bonne centaine de sympathisants de CRE-Sciences-Po se serre les coudes et s'influence mutuellement. « *On est en train de faire implorer le comité Front de gauche-Sciences-Po* », s'amuse l'un des animateurs de CRE. L'assoce a en effet acculé les militants communistes et mélenchonistes à la clarification sur l'Europe, entraînant de nombreux transferts de l'un vers l'autre parti, en fonction des affinités idéologiques de chacun. Raphaël a par exemple délaissé le Parti communiste au profit du Parti de gauche, en raison du virage eurocritique amorcé par Jean-Luc Mélenchon l'an dernier. Par un curieux retournement de l'histoire, l'ancien trotskiste lambertiste ennemi des frontières, avocat du traité de Maastricht à la gauche du PS au début des années 1990, puis adversaire déclaré du « nationaliste » Chevènement à l'orée de la décennie 2000, dépasse aujourd'hui le Parti communiste sur le terrain eurocritique. Quitte à construire le socialisme

dans un seul parti, Pierre Laurent a pour principal souci d'éviter les dérives « populistes » et invoque de manière incantatoire la « *rupture avec l'UE du capital* » au nom d'une autre « *Europe sociale* » à laquelle plus personne ne croit.

Intarissable sur les pulsions eurobéates de la place du Colonel-Fabien, Lenny n'est pourtant pas du genre à désespérer. « *Les lignes ont bougé. Au dernier congrès des Jeunes communistes (JC) en 2014, on a perdu le vote sur la sortie de l'UE à seulement 45 % contre 55 %* », se réjouit ce marxiste bleu-blanc-rouge. *Back to the seventies* ? À la fin des années 1970, lors des premières élections européennes au suffrage universel, le PC fédérait plus d'un électeur sur cinq autour de slogans comme « *Produisons français* », « *J'aime mon pays* », « *Non à l'Europe allemande* ». Bien qu'il usât alors ses fonds de culotte à la maternelle, Lenny a en tête le brusque virage acrobatique qu'accomplit le PC en 1997 pour intégrer la majorité plurielle de Jospin : en quelques jours, les économistes du Parti ont tourné casaque afin d'approuver le principe de l'euro sous pression de Robert Hue. « *La base déboussolée a difficilement avalé la pilule, mais l'a tout de même avalée* », regrette Lenny. Rebelote l'été dernier,

lors de la crise grecque. Au terme d'une partie de bras de fer avec l'Allemagne, le Premier ministre hellène Alexis Tsipras a douché les espoirs d'une remise à plat de sa dette. Convoquant un référendum pour aussitôt en désavouer le verdict, le leader de Syriza n'incarne plus que la social-trahison aux yeux de ses anciennes groupies mélenchonistes. À la gauche de la gauche, seuls Pierre Laurent et les apparatchiks du PC s'ingénient encore à le défendre. Par voie de conséquence, le Front de gauche s'est lézardé et Mélenchon s'est déclaré « *candidat du peuple* » à la présidentielle.

« *Aussi bien aux JC qu'au PC, il y a un fossé entre la base et le sommet. La question européenne concentre la plupart de nos désaccords sur la nation et l'internationalisme* », diagnostique Lenny. Signataire du Manifeste pour un printemps républicain, texte fondateur de la gauche antimulticulturaliste³, ce dernier campe sur des positions fermement laïques, ce qui n'est pas le cas de tous ses camarades. Ainsi, pour reconquérir les bastions de banlieue perdus, certains misent sur un discours « *anti-islamophobe* » flirtant gentiment avec le communautarisme vert. Dernièrement, des jeunes communistes se sont fait prendre en photo avec Tariq Ramadan, sans que la direction du PCF réagisse, au grand dam de nombreux militants, et surtout de militantes, allergiques à l'offensive des Frères musulmans dans leur parti. Bref, entre les « *islamo-gauchistes* », les athées militants et les laïques pur jus, « *c'est le bordel* » !

réduit à Chevènement », s'est faite sur la question des alliances et de l'inscription dans le clivage droite-gauche. À 77 ans, le Lion de Belfort s'est débarrassé de sa gangue de gauche en espérant reconstruire un grand rassemblement gaulliste avec Nicolas Dupont-Aignan. Las, le millier de militants du MRC, héritiers du courant marxiste du PS que fut le CERES des années 1970, ne l'entendaient pas de cette oreille. Ils ont poussé le « Che » à la démission, échaudés par la déconfiture du Pôle républicain il y a quatorze ans, un certain 21 avril 2002. « *Toutes les campagnes électorales gagnantes de ces vingt dernières années ont intégré un élément souverainiste et républicain, mais lorsque les souverainistes présentent un candidat, ils font 5 %* », résume avec dépit Simon Olivennes, →

Simon, président de la section PS de l'ENS-Ulm.



Simon Olivennes, militant PS :
« *On peut imaginer un axe euro-béat Sarkozy-Cambadélis après 2017.* »

Même dans les rangs chevènementistes, de tradition plutôt caporaliste, le chaos règne. Il y a un peu moins d'un an, quelques-uns des plus fidèles lieutenants de Jean-Pierre Chevènement ont tué le père. La rupture entre le « Che » et son parti, le Mouvement républicain et citoyen, qu'on ne pourra plus caricaturer en « Mouvement



Kelly, étudiante en médecine et militante FN.

(NPA, Blacks Blocs, antifas) verrouillent tout débat d'idées. Dans ce panier de crabes, ces têtes dures – dont Alain Badiou reste le saint patron – infligent crachats et quolibets (« fascistes », « sociaux-traitres ») à tout ce qui se situe à la droite de Besancenot. « *Le discours sur les frontières parle aux élèves de droite plutôt souverainistes qui rasent les murs* », me soutient Simon Olivennes, avant de me citer l'exception de l'école, un dénommé Benjamin Briand devenu proche de Florian Philippot au Front national. « *Philippot tient un discours avec lequel il est très difficile d'être en désaccord mais le FN est un parti de guerre civile qui est resté d'extrême droite* », lâche Simon avant de reconnaître la cohérence doctrinale du souverainisme de la droite traditionnelle tendance RPR. On pourrait cependant énumérer les bols de coulevres qu'ont avalés les anti-européens de droite : de l'appel de Cochin (1978) que Chirac avait dirigé contre « *le parti de l'Étranger* » qu'était alors l'UDF, avant de voter « oui » à Maastricht puis de faire entrer la France dans l'euro, au traité de Lisbonne (2008) que Nicolas Sarkozy a fait ratifier par voie parlementaire, s'asseyant au passage sur les résultats du référendum de 2005.

Pas sectaire pour un euro, Simon s'entend comme larron en foire avec Sarah, dirigeante de CRE et élève de Sciences-Po en prep'ENA qu'il décrit comme

une « *pasquaïo-séguiniste* » aux références irréprochables. Du haut de ses 22 ans, la jolie Sarah se présente comme « *un mix entre Marie-France Garaud, Pasqua, Séguin et Chevènement* » – autant d'estimables dinosaures que les moins de 20 ans ne peuvent pas connaître ! Ancienne membre de l'UMP, elle n'a plus repris sa carte depuis 2012, alors qu'elle pariait sur la défaite de Sarkozy pour reconfigurer la droite. En attendant Guaino, elle ne nourrit aucun espoir pour les primaires des Républicains et ne se rallie qu'à une hypothétique candidature de l'ex-conseiller élyséen devenu député. Où sont les nouveaux Séguin, Pasqua, Villiers et autres gloires de la droite eurosceptique ? En dehors des Myard, Mariani et quelques autres députés isolés membres

de la Droite populaire, il n'y a guère que Laurent Wauquiez pour occuper le créneau eurocritique chez les Républicains. Son bilan insipide au ministère de l'Europe sous Sarkozy laisse entendre que le nouveau président de la région Auvergne-Rhône-Alpes a flairé le bon filon électoral. Loin de cette politicaillerie, Sarah se dit frappée par les convergences entre intellectuels aux origines idéologiques diamétralement opposées : « *Zemmour et Sapir se rejoignent dans leur combat contre l'UE car on ne peut défendre de politique sociale sans souveraineté, ni la souveraineté en restant indifférent à la cause du peuple.* » Peu importe que « *Zemmour arrive à Jaurès par Napoléon* » tandis que « *Sapir arrive à la nation par la critique de l'Europe antisociale* », il y a plusieurs demeures dans la maison du souverainisme.

S'il rafle électoralement la mise, sur le front des idées, le FN se cantonne à la remorque du paysage souverainiste.

Reste que l'observateur extérieur note un paradoxe : si bon nombre de jeunes militants, a fortiori de droite, relativisent la pertinence du clivage droite/gauche, chacun occupe un point précis de l'échiquier politique. Quoique avocat d'une refondation républicaine de la gauche (une stratégie qui l'a fait rompre avec son ancien mentor Chevènement), Bastien Faudot, candidat du MRC à la présidentielle de 2017, reconnaît un complet brouillage des cartes politiques : « *Dans les années 1970, on était dans une guerre entre gauche Capulet et droite Montaigu, deux familles irréconciliables. Mais Valls et Hollande sont aujourd'hui en rupture avec les couches sociales qui portent leur histoire. La "gauche américaine" aura mis trente ans à s'assumer pleinement !* », lance-t-il avec l'aplomb d'un Besancenot qui aurait du fonds. Le Belfortain perçoit un frémissement souverainiste qui profite essentiellement au Front national.

Il n'empêche, si le FN rafle électoralement la mise, sur le front des idées, le parti de Marine Le Pen se cantonne à la remorque du paysage souverainiste. Victime de son lourd passé antigauilliste, le Front œuvre à l'union des droites souverainistes à travers La Cocardie, un syndicat étudiant créé il y a quelques mois par Maxime, un étudiant à Assas, transfuge de la Droite populaire. En l'espèce, le Front national poursuit la stratégie du coucou, un volatile assez opportuniste pour faire son nid dans celui des autres. « *Un syndicat souverainiste ? Pour exiger quoi, l'abolition d'Erasmus ?* », raille-t-on à gauche. C'est

sans gêne aucune que Maxime, qui a démissionné des Républicains à la création de La Cocardie, s'affiche au côté de Kelly, étudiante en médecine devenue l'égérie photogénique du FN. « *Gauilliste* » dans la droite ligne du Front mariniste, Kelly s'est fait connaître un jour de janvier 2015 lorsque quelques sites de presse peu sourcilieux de la vie privée ont fait fuiter la photo de son 31 décembre. On y voyait des jeunes de la Droite populaire réveiller sans complexes ni longue cuiller avec leurs amis du FNJ ! Si l'entente entre Kelly et Maxime paraît parfaite, certains murmurent qu'il n'en va pas de même au sein des sections de La Cocardie, où Républicains, dupont-aignantistes et frontistes en quête de futurs cadres s'efforcent de tirer les marrons du feu sans se brûler. Comment se fait-il que les Républicains et, dans une moindre mesure Debout la France, qui diabolisent le FN, laissent leurs jeunes ouailles batifoler dans la même structure étudiante ? D'après Maxime, « *les appareils n'osent rien faire contre La Cocardie de peur de perdre leur base* ». L'éclectisme des conférenciers que convie l'embryon de syndicat étudiant illustre son acrobatisme : après le « *gauilliste* » (en fait, un mégrétiste recyclé) Yvan Blot, Nicolas Dupont-Aignan prendra la parole devant ce parterre de toutes les droites anti-UE.

En ce 9 mars, journée de mobilisation contre la loi El Khomri, Maxime et Kelly se tiennent loin de la mêlée. « *La loi travail ? J'avoue ne pas avoir d'opinion là-dessus puisque je ne l'ai pas lue, mais par principe nous sommes contre les blocages* » me glisse Maxime avant de moquer la tartufferie de l'UNI « *qui s'oppose au projet au seul prétexte qu'il ne va pas assez loin* » comme de l'Unef « *dont le président négocie en secret avec le gouvernement pour s'assurer une carrière personnelle* ». Dans ce confusionnisme à tous les étages, Kelly et Maxime entendent défendre « *un État stratège* » tout en voulant « *libéraliser le marché du travail pour aider les TPE/PME* ».

Insensible à l'argumentaire frontiste, la pro-Guaino Sarah exprime fort bien la pensée de la génération post-Maastricht : « *Qu'on soit de droite ou de gauche, on a le même ennemi mais on n'est pas d'accord sur bien des choses. Si demain on gouvernait ensemble, qu'est-ce qu'on ferait ?* » Une union des deux rives qui a toutes les chances de se produire, selon Simon Olivennes, mais dans une tout autre mouture : d'ici 2017, « *un axe Sarkozy-Cambadélis* » pourrait assurer la pérennité de l'ordo-libéralisme bruxellois. Le pire n'est jamais incertain. •

1. Cf. « *Maurras pas mort* », *Causeur* n° 32, janvier 2016.
2. Chose impensable sous nos cieux, le Premier ministre David Cameron soumet à référendum le maintien de son pays au sein de l'UE.
3. Voir « *Journal d'un laïque de campagne* », Marc Cohen, *Causeur* n° 33, mars 2016.